
ICANN80 | HLGM – Séance 3 : vers une meilleure inclusion numérique
Dimanche 9 juin 2024 – 14h30 à 16h15 KGL

BAHER ESMAT :

Nous allons débiter dans quelques instants.

J'espère que vous avez profité de la pause-déjeuner. Nous débutons la troisième session de la journée sur l'inclusion numérique et le comblement du fossé numérique. J'aimerais souhaiter la bienvenue à notre modératrice, Mme Theresa Swinehart, vice-présidente exécutive des domaines globaux de la stratégie à l'ICANN.

THERESA SWINEHART :

Bienvenue à tous. C'est un plaisir pour moi de vous souhaiter la bienvenue après le déjeuner. Et j'espère que ce débat vous permettra de rester éveillé après avoir profité d'un très bon repas fourni par nos hôtes.

Cette session ayant trait à l'inclusion numérique est une occasion en or qui nous permettra de nous concentrer sur les différents champs qui ont une incidence sur l'inclusion numérique et il y a tant de composantes qui s'avèrent pertinentes. Nous avons déjà évoqué plusieurs champs ce matin et nous nous réjouissons d'écouter les orateurs de cet après-midi.

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

J'aimerais demander à madame Bernadette Lewis de nous rejoindre, Secrétaire générale de l'organisation des télécommunications du Commonwealth, son Excellence M. Boukar du ministre des Télécommunications et de l'Économie numérique du Tchad, M. Henao, ministre adjoint de la Transformation numérique de la Colombie, Brigadier Rahman, directeur général de la Commission de réglementation des télécommunications du Bangladesh et M. Mirzapour du ministère de l'Information et des Technologies de la communication de la République islamique de l'Iran.

Bienvenue sur scène. Nous allons lancer le débat avec une question pour tous les orateurs. Nous allons suivre un ordre prédéterminé et commencer avec ma droite. La question que j'ai à vous poser est la suivante : pourriez-vous nous dire en quelques mots quelle est votre perspective sur l'un des aspects critiques du comblement du fossé numérique dans vos régions respectives ?

BERNADETTE LEWIS :

Merci.

Dans un premier temps, j'aimerais remercier le gouvernement du Rwanda pour leur sens de l'hospitalité, mais j'aimerais également remercier l'ICANN de nous donner la possibilité de partager nos perspectives quant au comblement du fossé numérique dans le cadre de cette réunion gouvernementale de haut niveau.

Comblé le fossé numérique, c'est un effort, une responsabilité collective qui implique des partenariats, des collaborations entre des parties prenantes diverses et variées. L'une de ces parties prenantes

bien, ce sont les gouvernements. Mes propos vont cibler le rôle des gouvernements ainsi que les relations des gouvernements avec les citoyens. Je vais vous dire quelques points qui semblent évidents mais ce ne sont pas des points qui sont triviaux, ils ne peuvent pas être considérés comme acquis.

Mon premier point le suivant. Je pense qu'il faut sceller un nouveau contrat social qui met les citoyens au cœur des activités gouvernementales. Il faut que nous servions les citoyens. Il ne faut pas que les gouvernements se servent eux-mêmes et les gouvernements doivent faire ce qui est juste pour tous leurs citoyens sans discrimination aucune.

Comblent le fossé numérique ne pourra être fait qu'avec des dirigeants visionnaires, des chefs de file qui ont à cœur de soutenir leurs citoyens qui leur servent de source d'inspiration et qui les incitent à œuvrer collectivement pour faire advenir un avenir numérique. Il faut des chefs de file qui montrent de la volonté politique, qui montrent de compassion et de l'engagement auprès de leurs citoyens. Il faut des chefs de file qui sont prêts à innover, qui sont prêts à évaluer constamment l'efficacité de leur mesure et il faut des dirigeants suffisamment téméraires pour se débarrasser des procédures qui ne servent pas les meilleurs intérêts de tous leurs citoyens. Notre pays hôte, la république du Rwanda, est un exemple frappant de cet engagement visionnaire.

J'aimerais aussi vous parler des liens entre les gouvernements et leurs citoyens et j'aimerais également vous parler de la prise en compte des besoins des citoyens et du respect de leurs droits. On ne peut pas servir

les citoyens si on ne les connaît pas, si on ne les comprend pas. Qu'il s'agisse de citoyens ruraux, vulnérables, souffrant de handicap, ils méritent tous que les gouvernements s'impliquent, s'impliquent au sein de communautés notamment. Il faut reconnaître les circonstances locales et il faut personnaliser les solutions afin de résoudre les problèmes sans porter préjudice à l'environnement, aux cultures et aux individus.

Comblant le fossé numérique exigera de nous que nous fondions nos mesures sur des faits avérés. Et je veux souligner à quel point cela est important. Il faut que les mesures politiques permettent aux gouvernements de servir les besoins des citoyens. Et il faut que ces politiques soient mises en œuvre car trop souvent, j'ai vu d'excellentes stratégies ou d'excellentes mesures politiques qui n'ont pas été mises en œuvre. Et tout cela doit commencer par la sensibilisation et l'éducation du public.

Ce forum est une excellente initiative. Les gouvernements sont une des parties prenantes. On encourage les gouvernements à prendre part à ce processus et cela est absolument capital. Il faut sensibiliser à l'Internet, aux ressources résultant de l'Internet, aux organisations qui sont impliquées dans son évolution et sa gestion. Et il faut que les gouvernements soient encouragés à prendre part à cet effort en tant que partie prenante parmi d'autres.

Mon organisation va tenter d'inclure d'autres gouvernements, va tenter de les sensibiliser. Nous nous engageons à collaborer avec l'ICANN pour soutenir nos membres au sein du Commonwealth et au-delà. Et nous

allons tenter de faire en sorte que les gouvernements rentrent dans le giron du multipartisme qui a si bien fonctionné.

Voici pour mes propos liminaires. Merci.

THERESA SWINEHART : Merci. Cela capte bien ce que l'on a évoqué ce matin ; il faut bien connaître ses citoyens.

Monsieur Boukar.

BOUKAR MICHEL : Merci Mme la modératrice. Je vais joindre ma voix à mes prédécesseurs pour remercier le Rwanda, le gouvernement rwandais pour l'accueil et l'hospitalité qu'ils nous ont fait preuve jusqu'à ce moment-ci. J'avoue que c'est ma première fois d'assister à l'ICANN en tant que ministre des Télécommunications et de la Digitalisation de mon pays, le Tchad.

J'ai une vision de la chose que peut-être je partage avec vous. Vous savez qu'au niveau de l'Afrique, l'Afrique et le monde, si nous prenons le monde, plus de la moitié des populations n'ont pas accès à l'Internet. Et l'Afrique est un cas particulier qui n'a pas d'accès à l'Internet, qui n'a pas d'infrastructures. Je me pose la question, quand on parle de l'inclusion numérique, en fait, l'inclusion numérique, il faut se dire qu'il y a des choses qui se passent dans le monde et peut-être que nos gouvernements ne se tiennent pas ou ne sont pas peut-être au courant de cela.

Regardez, chaque année, des millions d'étudiants africains finissent des universités. Est-ce qu'on connaît le nombre de ces étudiants ? C'est environ 10 millions d'étudiants qui finissent qui n'ont pas d'emploi. On parle d'Internet et quand on parle d'Internet, vous ne pouvez pas avoir l'Internet si vous n'avez pas l'énergie ; ce sont des choses qui vont de pair. Moi, je supprimerai l'Internet, l'énergie et [inaudible]. C'est comme cela que je vois les choses.

L'Afrique dispose de 600 millions des terres arabes prêtes à nourrir sa population et ne peut ne pas nourrir cette population. Voilà un dilemme : 600 millions des Africains n'ont pas d'énergie, et comment ils vont avoir l'Internet ? Voilà une question à laquelle il faut réfléchir.

Il y a de cela quatre ans que j'avais fait sortir un livre en tant qu'universitaire évidemment parce que la réflexion, l'université, c'est d'abord le savoir, c'est un temple, « L'agriculture et les énergies renouvelables ». Le livre a été traduit en 10 langues et cela a été édité en Allemagne. C'est fondamental. J'avoue que la compétence... Il y a madame Bernadette qui venait de faire... Merci pour votre vision, parce que si nous voulons acquérir un niveau assez important d'inclusion financière, il faut que les décideurs eux-mêmes décident, c'est-à-dire que vous pouvez avoir des idées, il faut le multipartisme, le multilatéralisme entre les pays et les organisations. Il faut qu'ils tirent ceux qui sont faibles un peu vers le haut.

Si nous nous prenons le cas du Tchad, nous n'avons qu'un seul accès, la sortie de la fibre optique du Cameroun au niveau de [inaudible]. Cela a été construit à partir de l'exploitation du pétrole par Exxon Mobile. Dès que la fibre est coupée, tout le Tchad est dans l'obscurité, on n'a

plus l'Internet. Vous ne pouvez pas parler de l'inclusion numérique sans accompagner ces états qui sont un peu faibles, qui manquent d'infrastructures, pour faire en sorte qu'à partir de l'Afrique on puisse trouver une solution.

Et là encore, il se pose un problème l'enclavement. Ces pays africains qui sont enclavés ont un taux d'Internet assez élevé. Comment il faut capitaliser tout cela pour aider ces pays africains, enclavés ou non, qui n'ont pas accès à l'énergie et qui n'ont pas assez à l'Internet pour le faire ?

Pour le cas de mon pays, le Tchad, nous venons de sortir d'une transition très difficile. C'est pourquoi nous avons joint notre voix pour vous dire que vraiment le Tchad a besoin d'accompagnement. La Banque mondiale s'est positionnée pour la transformation numérique et nous pensons qu'avec l'appui du Rwanda, parce que c'est resté un pays auquel tous les pays africains aspirent à migrer vers l'intelligence ou la capacité de réunir les choses comme le Rwanda pour accompagner le pays.

Au niveau du Tchad, il se pose un peu un problème que je voudrais que tous ensemble on puisse y réfléchir, parce que si nous parlons de l'Internet, l'Internet à haut débit, il n'y a que la fibre optique. Mais qu'est-ce qu'on dit des réseaux [inaudible] terrestres ? Qu'est-ce qu'on dit de Starlink qui, au niveau mondial, donne aussi l'Internet, mais qui, à mon sens dans des pays qui sont en guerre, dans des pays où l'insécurité règne, est-ce qu'on peut permettre à Starlink de s'installer ? Voilà des questions qu'on peut poser et trouver des cadres juridiques qui peuvent nous aider parce que déjà, nous avons demandé à Starlink

de venir s'installer, mais comment trouver des solutions nationales juridiques pour qu'on puisse cadrer cela ? Aujourd'hui, le [inaudible] Starlink peut se retrouver dans les mains de [inaudible]. S'il n'y a pas un cadre juridique qui nous permet de faire encadrer cela, cela cause problème.

Le Tchad est en train d'avancer et nous pensons que c'est le lieu vraiment de remercier toute l'équipe et de voir comment les autres peuvent nous accompagner à la transformation et à l'inclusion numérique. Merci.

THERESA SWINEHART :

Merci. Ces constatations étaient tout à fait pertinentes et merci d'avoir évoqué cette question des pays enclavés qui n'ont qu'un seul accès de fibre optique. Évidemment, c'est l'un des défis. J'apprécie également vos observations quant aux besoins en infrastructures énergétiques, quant aux besoins en investissement financier, mais également aux besoins d'un cadre juridique clair. Donc, je pense que nous avons déjà de bonnes pistes pour l'inclusion numérique et qu'évidemment, il n'y a pas de panacée qui conviendra à tout le monde.

Je vais donner la parole au Brigadier général Rahman.

KAZI MUSTAFIZUR RAHMAN : Merci Theresa.

Chers délégués, chers invités, c'est un véritable honneur pour moi de prendre la parole devant cette assemblée lors de cette réunion gouvernementale de haut niveau.

Nous sommes à la croisée des chemins dans l'histoire de l'Internet. C'est une ère où la prise de décision collective va façonner l'avenir de cette ressource internationale indispensable. L'Internet est une ressource avec un potentiel infini qui a révolutionné nos vies. L'Internet a transformé les économies, autonomisé et émancipé des sociétés et a créé des opportunités inédites d'innovation et de collaboration. Cette transformation s'accompagne de défis qui exigent toute notre attention et notre collaboration. J'aimerais mettre quelques-uns des jalons en exergue, ceux de l'histoire du Bangladesh.

Le Bangladesh fournit déjà 2 420 services numériques alors qu'il ne n'avait que huit il y a quelques années. Nous sommes passés d'une infrastructure peu développée à une infrastructure beaucoup plus développée. Nous pouvons servir plus de 10,1 millions de personnes. Nous avons 4 millions de citoyens qui sont inscrits sur notre plateforme et nous traitons des millions de candidatures régulièrement. Il y a plusieurs millions de téléchargements d'applications mobiles.

Je vais parler également des guichets uniques de notre pays. Nous l'appelons également le centre de service numérique. Il y a désormais plus de 9 000 centres de services numériques qui fournissent beaucoup de services différents et permettent de garantir des transactions.

Pour ce qui est de la connectivité, nous avons plus de 138 millions d'utilisateurs de l'Internet et il y a 102 millions d'abonnés à la téléphonie mobile. Nous avons un des plus grands secteurs de la téléphonie mobile ; près de 98 % de notre population est couverte par un réseau mobile. Et nous avons la chance que notre pays ne soit pas enclavé comme celui de mon cher ami du Tchad.

Ici, nous avons beaucoup d'opportunités. Il y a trois chaînes de télévision terrestres. Il y a sept autres licences pour de telles chaînes de télévision. Dans un avenir très proche, nous allons avoir un consortium supplémentaire qui va rassembler des acteurs du secteur privé et qui seront interconnectés par des câbles sous-marins. Nous avons construit 45 230 antennes. Nous avons élaboré un réseau de fibre optique qui couvre 175 000 kilomètres de câble et nous avons investi plus de 50 millions de dollars dans cela.

Nous avons réussi à connecter de nombreux villages qui auparavant ont été déconnectés, jusqu'à 4 500. Nous développons également notre département des ressources humaines. Nous avons embauché quasiment 2 000 informaticiens. Nous avons fourni des formations à des personnes souffrant de handicap. Il y a beaucoup de formations en matière de cybersécurité. Nous avons également connu des succès pour ce qui est du gouvernement numérique, notamment en matière de promotion industrielle.

J'aimerais vous parler de nos efforts actuels relatifs à l'ICANN, notamment pour le comblement du fossé numérique. Il y a des lignes directrices opérationnelles pour le ccTLD et nous avons des lignes directrices opérationnelles pour le .bangla et le .bd, pour ce nom de domaine de premier niveau géographique et cela sera essentiel pour mieux sensibiliser notre population.

Nous avons aussi d'autres initiatives en cours avec l'ICANN, entre autres les recherches, et nous sommes en train de lancer un appel à enregistrements et revendeurs pour nos ccTLD. Nous travaillons au niveau de l'acceptation universelle du domaine .bangla et en tant

qu'autorité e de réglementation, nous nous devons garantir que l'Internet reste une ressource publique mondiale qui soit accessible, sécurisée et résiliente. Cela requiert des approches multiples et pluridisciplinaires qui incluent la promotion de l'accès universel et l'amélioration de la cybersécurité.

Nous défendons les principes de gouvernance de l'Internet, la protection des données à caractère personnel, leur confidentialité et finalement et non pas des moindres, la promotion de l'innovation et de l'investissement. Pour combler la fracture numérique et promouvoir l'inclusion numérique, comme je l'ai dit, nous avons mis en place une stratégie. Nous avons augmenté la connectivité à travers la fibre et nous travaillons sur le spectre 5G. Suite à nos travaux avec nos multiples partenaires, nous sommes sur le point d'atteindre la création d'un réseau de fibre à grande vitesse qui prévoit de connecter les villages. Nous sommes en train de mettre en œuvre des projets pour connecter les régions éloignées grâce au fond que nous avons reçu de la Banque mondiale, projets qui sont fondamentaux pour pouvoir connecter toutes ces régions. Nous avons d'autres projets pour connecter ces régions avec des réseaux par satellite grâce à notre propre satellite national. Nous ne ménageons aucun effort pour pouvoir compléter ce dispositif et la connexion des dispositifs portables sachant que 98 % des personnes au Bangladesh ont des téléphones portables et sont produits localement.

Nous avons également adopté l'initiative d'améliorer l'inclusion électronique et numérique du gouvernement avec une inclusion financière numérique qui se fonde sur le succès actuel de notre

stratégie de gouvernement électronique qui a octroyé une licence à la banque et qui travaille déjà à renforcer ce lien. Nous avons également conçu notre propre plateforme numérique pour le paiement des factures, par exemple ePay, et nous avons utilisé une plateforme Internet pour la sécurité sociale numérique.

Nous travaillons à un programme d'accélération et nous sommes devenus un grand centre d'activités économiques numériques à travers le soutien et les incitations que nous fournissons à nos entrepreneurs, en particulier dans le secteur financier.

Finalement, le Bangladesh a choisi de collaborer avec l'ICANN et la communauté mondiale pour garantir la croissance continue et la stabilité de l'Internet. C'est ensemble que nous pourrions construire un avenir numérique qui défend les valeurs de l'ouverture, l'inclusion et l'innovation. Merci.

THERESA SWINEHART :

Merci. Vous avez vraiment couvert tout le spectre de ce qu'il faut faire pour pouvoir y arriver. Et je suis contente de vous avoir entendu parler de l'acceptation universelle, on y reviendra à l'instant. Mais avant cela, je vais vous poser la même question, M. Mirzapour.

HOSSEIN MIRZAPOUR :

Excellences, distingués délégués, mesdames et messieurs, bon après-midi, bonsoir ou bonjour suivant les cas pour les participants à distance. Je tiens avant tout à remercier le peuple et le gouvernement

rwandais qui nous ont accueillis pour ce grand événement. Et je remercie également la grande équipe du GAC.

Revenons maintenant à la question que vous avez posée. Vous savez que depuis plus d'une décennie, les TIC ont été vues comme le moteur fondamental de développement de l'Iran. Dans le plan de développement de l'Iran, on a fait des prévisions sur cinq ou six ans et pour la plupart de ces prévisions, les TIC ont été le principal moteur. Nous avons mis en place des structures de prise de décision appropriées, y compris avec l'autorité nationale de réglementation des télécommunications de l'Iran. La nation a ainsi pu mettre en œuvre et faire le suivi rapide des différents programmes en lien avec la connectivité. Dans ce sens, la couverture à haut débit mobile et fixe ne sont pas seulement les bases de l'infrastructure, mais nous fournissent également les ingrédients nécessaires au développement durable du pays.

Je vais maintenant me permettre de partager avec vous quelques statistiques. La connexion à large bande mobile, y compris 3G et 4G, est disponible partout en Iran, un pays qui est vaste. Il s'agit d'une obligation de service universel, un plan que nous nommons USO qui nous a permis d'atteindre tous les utilisateurs ; même ceux dans des régions rurales et éloignées ont un accès assez facilité à ces installations, ces services de connectivité de large bande. Je me permets de dire que tous les villages ayant plus de 20 foyers sont connectés à l'Internet haut débit. Pour continuer, nous avons beaucoup de réseaux de technologies 5G qui ont commencé à être mis en place

l'année dernière dans les grandes villes et les capitales de province. C'est un travail qui se poursuivra l'année prochaine.

Par ailleurs, pour ce qu'est de la connectivité au débit fixe FBB, nous avons ce projet qui a été entrepris et qui est plus qu'un moyen de fourniture de connectivité, mais c'est également essentiel dans les grandes villes et pour les villes intelligentes que nous souhaiterions voir et qui nous permettront d'intégrer les opérations de tous en douceur. Cette année, nous avons pu connecter plus de 7,5 millions de foyers et au cours des prochaines années, nous espérons pouvoir atteindre un record dans ce sens.

Tout cela a pu être accompli à travers un groupe de sociétés publiques et privées qui ont des licences en tant qu'opérateurs. Et récemment, nous avons changé la structure du marché à travers l'introduction d'un système de licence aux fournisseurs de services unifié à tous les fournisseurs qui étaient admissibles et aux FSI afin de faciliter la conversion, l'innovation et la concurrence. Personne n'aurait pu imaginer ce type de résultat sans un secteur privé et concurrentiel. Je regrette de devoir annoncer qu'il y a trois semaines, cette stratégie productive a été reconnue par l'ancien président à notre ministre.

L'Iran a également établi différentes plateformes de messagerie et de réseaux sociaux, de contenus vidéo et de commerces électroniques qui peuvent satisfaire aux besoins nationaux. Le portail de services électroniques gouvernementaux est connecté à 99 % des entités publiques et offrent ces services à la plus grande partie de la population avec 3 000 services différents que nous offrons. Cependant, nous avons toujours des défis qui restent à relever et que nous avons déjà relevés

pour la connectivité numérique. Entre autres, nous voyons les sanctions qui ont été maintenues par peu de pays mais qui sont très puissants, d'où viennent les principaux fournisseurs de services numériques ou des pays où ces fournisseurs ont de grands contrats. Certains des services de notre réseau ont arrêté d'offrir leurs services sur les réseaux iraniens.

Ce dialogue multipartite sérieux et l'échange avec d'autres communautés doivent pouvoir nous aider à établir des mécanismes conjoints pour l'établissement de réglementations qui mènent à un comportement responsable dans le cadre de l'économie numérique qui nous permette de nous remettre à toutes ces difficultés.

D'ailleurs, la réunion gouvernementale de haut niveau de l'ICANN constitue une opportunité plus qu'appropriée pour que l'on discute des grands problèmes et des solutions que nous pourrions trouver pour combler le fossé numérique et pour aller de l'avant ensemble, pour pouvoir atteindre la numérisation que nous souhaitons avoir. Nous devons développer la coopération et communiquer avec les décideurs de politique, les dirigeants du secteur commercial et des différentes activités. Cela est fondamental. En participant activement aux différents organes de décision de politique, l'Iran a toujours essayé de poursuivre ses plans de développement ensemble avec une collaboration et une participation internationale accrue afin de pouvoir façonner un futur meilleur pour tous. Merci.

THERESA SWINEHART : Merci. Vous avez abordé toute une gamme de différentes questions. En particulier, vous avez parlé du renforcement atteint par la coopération entre public et privé, mais vous avez également parlé de réglementation responsable et cela m'a fait penser à ce dont on a discuté au départ. On parlait de différentes études qui sont basées sur des faits avérés.

M. Henao, je vais maintenant vous poser la même question. Merci.

BELFOR FABIO GARCIA HENAO : Merci. Je m'appelle Belfor Garcia, je suis le vice-ministre pour la transformation numérique du ministère des Communications et des Technologies de l'information de la Colombie.

La Colombie se trouve au nord-ouest de l'Amérique du Sud. Nous remercions l'ICANN, le gouvernement du Rwanda, la population rwandaise et tous ceux qui ont travaillé pour organiser cette union et faire en sorte que les gouvernements, le secteur académique, le secteur commercial et la société civile puissent se réunir pour discuter de ce type de sujet. Je vous amène les salutations de la Colombie au nom de notre président Gustavo Petro qui considère que la gouvernance de l'Internet est fondamentale.

En tant que gouvernement, nous croyons au modèle multipartite comme une garantie de l'existence de notre écosystème. Parmi ces propositions de développement, nous parlons d'une révolution numérique. C'est cette année, nous entreprenons de former 1 million de Colombiens à l'alphabétisation numérique et à la sensibilisation numérique, à la programmation, à l'apprentissage des jeunes, la

cybersécurité et l'intelligence artificielle. Nous prévoyons de créer 100 centres d'intelligence artificielle partout sur le territoire colombien.

Depuis la maternelle, nous avons envisagé de former les enfants à la numérisation et parmi les adultes, nous voulons leur donner des certifications en formation numérique pour encourager leur intégration au marché du travail et de former les femmes également à ces technologies pour pouvoir améliorer l'équité hommes-femmes. Mais il nous faut un Internet qui s'assure stable, résilient, fiable, durable, interopérable ; nous en avons déjà discuté ici. C'est ce que nous nous proposons de faire dans les grandes lignes.

Mais ce matin, Paul Wilson, directeur général d'APNIC, disait que le système n'est pas parfait. C'est ce que j'ai retenu de son intervention. Je veux également revenir sur ce que disait Rodney Taylor, il faut que l'on aille au-delà. Si nous nous tournons vers ce qui se passe au 21^e siècle, nous devons penser au passé également, à ce que la technologie a impliqué une au cours du 20^e siècle. L'Internet est au sommet, c'est le maximum, c'est vraiment la culmination de toute notre évolution du 20^e siècle.

Je vous rappelle qu'entre 1940 et la fin du siècle, il y a eu des personnes qui se sont occupées de permettre cette évolution. Et je vais ici parler d'Alan Turing, [inaudible] des États-Unis, il y avait également des personnes responsables en République tchèque, [inaudible] des États-Unis. Vous voyez que venant de différentes parties du monde, toutes ces personnes ont jeté les bases qui nous ont permis de créer ce qu'on appelle à présent la machine de Turing. Grâce à la construction de ce modèle que nous avons à présent et que nous ont légué les

mathématiciens qui ont développé ce modèle hégémonique de pensée avec ce modèle informatique, dans les années 50, les logiques ont pu reconfigurer le monde. Dans les années 60, grâce aux travaux de leurs prédécesseurs, nous avons eu des personnes qui ont travaillé en langage de programmation avec le modèle Fortran, un modèle qui utilise un langage de programmation qui a permis de mettre l'homme sur la Lune.

Au niveau du gouvernement, du secteur académique, de l'industrie et de la société, cela nous amène à réfléchir ; on se demande ce qu'il nous faut pour ce 21^e siècle. On se dit que dans ce siècle, il nous faut une technologie qui soit plus démocratique, un monde numérique plus démocratique, une économie numérique plus démocratique aussi. Et quand on parle de connecter plus de personnes, c'est ça la démocratie. Il nous faut la démocratie pour configurer le monde technologique du 21^e siècle.

Et pour finir, je conclus que la technologie est une conquête de l'humanité, mais un droit de la société. Merci.

THERESA SWINEHART :

Merci. C'est très intéressant de revenir sur l'histoire de ce que nous avons accompli à ce jour et de l'importance de tout cela, de tous les éléments qui en ont fait partie et qui y ont contribué.

Maintenant, je vais vous poser à chacun des questions très ciblées. Si vous me permettez, je vais commencer à ma droite avec Mme Lewis. La question, Mme Lewis : d'après vous, comment la transformation numérique a-t-elle contribué à des changements plus larges ou plus

profonds au niveau de la société, en particulier en termes d'inclusion sociale dans les pays du Commonwealth ? Quelles sont certaines des initiatives de la CTO dans ce domaine ?

BERNADETTE LEWIS :

Merci.

Je pense toujours à la gouvernance et aux gouvernements qui sont des institutions singulières dans le sens que le développement de la gouvernance implique des interactions à tout niveau. Les gouvernements doivent interagir avec leurs parties prenantes pour ce qu'est de l'éducation, de la santé à tout niveau. Si un gouvernement peut se transformer vers le numérique de manière efficace et connecter ses citoyens, cela va générer l'activation de tout un processus, d'activation des TIC et de véritable usage des TIC. À son tour, cela va générer énormément de changements au sein de la société. Nous sommes d'avis donc que le gouvernement doit utiliser efficacement la technologie et si c'est bien fait que les citoyens y font confiance, qu'ils l'adoptent et qu'ils arrivent à voir les bénéfices de cette technologie, cela se rétroalimente, cela a un effet boule de neige finalement, et cela finit par générer un changement, une transformation de la société.

En 2020, la CTO a adopté une nouvelle direction stratégique visant à se concentrer sur le soutien de ses membres pour accélérer la transformation numérique. Nous nous sommes concentrés surtout sur deux domaines, à savoir le gouvernement numérique, et je viens de vous expliquer pourquoi, mais également la connectivité significative universelle et abordable. Les gouvernements doivent aider leur

population à s'intégrer à ce nouveau mouvement et s'assurer que la population et les citoyens puissent utiliser de manière efficace les services. La connexion à ces services fait la preuve de ce qui est possible ; s'ils ne sont pas connectés, ce n'est pas possible. Voilà donc le travail que nous avons entrepris. Il s'agit de transformation numérique, mais également d'accélération de la transformation numérique.

Il y a une vingtaine d'années, lorsque nous nous sommes réunis pour le premier SMSI, il y avait des pays qui avaient déjà beaucoup avancé au niveau de l'adoption des TIC et des pays qui avaient pris du retard. Or, 20 ans plus tard, cette distribution n'a pas vraiment changé ou elle n'a pas changé particulièrement bien. Lorsqu'on pense à l'innovation technologique et le rythme d'adoption, on voit que cela ne s'arrête pas. On ne peut pas se permettre de continuer comme si de rien n'était. Nous devons nous pencher les pays qui prennent du retard et les aider à accélérer l'adoption ou la transformation de ces technologies dans le pays. Autrement, la fracture numérique va devenir de plus en plus profonde.

La CTO a travaillé à différents projets. Un volet de notre travail constitue en un programme de sensibilisation publique et d'éducation qui est intensif. Tous les citoyens, tout le spectre de la population doit être formé au niveau du gouvernement, mais également au niveau de la société partout. Le citoyen lambda doit être formé. Cela va motiver nos rêves de possibilité d'un futur numérique.

Nous avons également créé un programme de renforcement de capacités et non seulement une formation aux fins de la formation,

mais pour générer un impact, c'est-à-dire que nos formations ont été conçues pour aider les membres à mettre en œuvre ces technologies, non seulement pour les former. Je parlais avant de mise en œuvre et je disais qu'il ne suffit pas avec la mise en œuvre pour avoir un bon plan. C'est le contraire, il faut avoir un bon plan qui soit bien mis en œuvre par la suite. Tout notre programme doit donc s'intégrer à travers un travail étroit avec nos membres pour pouvoir mettre en œuvre les plans que nous avons conçus. Voilà pourquoi le renforcement des capacités constitue un point saillant qui doit être abordé selon la CTO.

Nous avons également travaillé pour la transformation numérique à travers une étude qui a été menée sur six pays où nous avons étudié leurs chances de succès au niveau de la transformation numérique. Nous avons analysé les données sur différents pays, dont le Bangladesh, et nous avons vu des résultats fort intéressants qui ont été constatés à partir de cette étude. Tout commence par une vision, par le leadership, par la volonté politique. La recherche est nécessaire ; nous avons besoin de preuves, de données statistiques. Et il est nécessaire d'articuler les défis. Ne serait-ce que le fait d'articuler pour comprendre quelle est la véritable problématique, c'est déjà un défi, mais les recherches sont nécessaires. Bien sûr, nous en avons discuté à maintes reprises. On parle de partenariats et cela prend des partenariats, j'insiste, cela prend la participation de différentes parties prenantes si nous voulons y arriver. Il faut un environnement qui facilite l'adoption de tout cela. Il nous faut des cadres réglementaires et juridiques. Comme disait le collègue du tout à l'heure, il faut des investissements pour la technologie également. Il s'agit d'un grand chapitre, les investissements.

Notre étude soutient cette approche multipartite, la consultation, les capacités numériques qui sont fondamentales. On ne peut pas y parvenir si on n'a pas ces capacités. Mais il existe des différences. Nous avons des incohérences qui entravent le progrès. Si on manque de collaboration entre différents organes des gouvernements, on ne peut pas avancer. Chacun s'occupe de son petit domaine d'intérêt et on n'a pas d'intégration qui nous permet d'avancer ensemble. Il nous faut des compétences, des capacités, l'alphabétisation numérique des citoyens sans laquelle on peut avoir les technologies, mais elles ne nous serviront à rien qui va faire en sorte que ces technologies s'appliquent à d'autres situations, qu'elles puissent être présentes partout, qu'elles puissent pénétrer.

Voilà sur quoi nous avons travaillé et ce que nous avons soutenu. Voilà dans les grandes lignes quel est notre travail qui consiste surtout à jeter des lignes et des liens pour pouvoir soutenir nos collaborateurs. Merci.

THERESA SWINEHART :

Merci beaucoup. Lorsque nous avons débattu plus tôt, vous parliez de l'accélération des efforts dans la région et j'entends ce concept ici lorsque vous vous exprimez.

J'aimerais passer à la question suivante pour le Brigadier Rahman. Pourriez-vous parler de l'importance de la promotion de contenus locaux pour combler la fracture numérique ? Et quelles sont les initiatives prises par votre gouvernement en la matière ? Je sais que vous avez déjà évoqué l'acceptation universelle et un peu plus tôt, vous avez également parlé de votre réseau de télécommunications national.

Alors, comment comblez-vous le fossé numérique avec du contenu numérique ? Merci.

KAZI MUSTAFIZUR RAHMAN : La promotion et l'élaboration de contenus locaux, c'est essentiel pour réparer la fracture numérique, notamment dans les pays en voie de développement comme le Bangladesh. Les contenus locaux permettent de renforcer la pertinence de l'Internet et le rendre plus accessible aux populations locales. Ce faisant, l'on encourage davantage de personnes à se connecter à l'Internet et à bénéficier de services numériques.

L'une des raisons principales de l'élaboration des contenus locaux est la suivante : pertinence culturelle. Les contenus locaux impliquent d'avoir des contenus pertinents pour la population locale dans la bonne langue. Cela permet d'engager davantage d'utilisateurs qui ne sont peut-être pas à l'aise avec des langues étrangères ou du contenu qui ne fait pas écho à leur culture.

Deuxième point, les ressources pédagogiques. Les contenus pédagogiques locaux peuvent renforcer les opportunités d'apprentissage pour les apprenants et pour les éducateurs en fournissant des supports qui sont pensés pour les cursus locaux et nécessaires. Les contenus locaux peuvent également dynamiser l'économie locale en créant des emplois, en créant du marketing local et numérique et cela permet également aux entreprises d'avoir des plateformes qui leur permettent de toucher un public plus large.

L'inclusion sociale. L'Internet est plus accessible et plus pertinent. Et l'on peut combler le fossé numérique en aidant les communautés marginalisées à bénéficier des services dont ils ont besoin. Les contenus locaux permettent de favoriser la communication entre le gouvernement et les citoyens, ce faisant améliorant l'accès aux services gouvernementaux et en encourageant la participation civile.

J'aimerais maintenant vous parler d'une initiative prise par le Bangladesh pour promouvoir de tels contenus. Le Bangladesh reconnaît l'importance des contenus locaux pour combler le fossé numérique et a entrepris plusieurs initiatives pour déployer ces contenus. Il y a une vision numérique pour le Bangladesh qui a déjà été mise en œuvre. Le gouvernement a déjà posé les jalons de cette vision et c'était un engagement de notre gouvernement, de numériser le Bangladesh. Cette nouvelle vision vise à avoir un Bangladesh connecté d'ici à 2041.

Puis, il y a la promotion de la langue nationale, le bengali. Il s'agit de renforcer la présence des contenus en bengali sur l'Internet. Je pense notamment à la numérisation de livres, de ressources pédagogiques en ligne en bengali. Il faut également d'élaborer des interfaces en bengali pour plusieurs plateformes numériques. Il y a nos services gouvernementaux numériques qui ont été lancés. Il y a notamment les déclarations d'impôts en ligne. Il y a des cadastres numériques, il y a des services numériques locaux qui sont pertinents pour les citoyens.

Pour ce que de l'innovation et de l'entrepreneuriat, il y a plusieurs initiatives qui ont été prises telles que des écoles pour renforcer l'innovation et l'entrepreneuriat. Il y a du soutien apporté aux start up

et aux entrepreneurs qui veulent créer du contenu numérique qui répond aux besoins des populations locales.

Le gouvernement a élaboré un portail en ligne ; c'est un guichet unique, une source d'informations qui rassemble des informations sur les différents services gouvernementaux. Ce portail représente un véritable trésor d'information en bengali sur les services numériques.

Il y a d'autres projets relatifs à l'accès à l'information qui ont été mis sur les rails. Il y a des programmes de formation pour améliorer l'alphabétisation numérique et pour renforcer les compétences de la population. Nous fournissons également des subventions aux créateurs de contenus locaux. Il y a également des partenariats publics-privés encouragés par le gouvernement afin de poursuivre l'élaboration de contenus locaux. Il y a des collaborations avec des entreprises technologiques, des ONG ainsi que d'autres parties prenantes.

En mettant en avant ces contenus locaux, le Bangladesh fait en sorte que plus de citoyens aient accès aux services numériques, ce faisant comblant le fossé numérique et encourageant la croissance inclusive. Ceci est essentiel pour bâtir une société numérique inclusive où chacun a la possibilité de participer pleinement à l'économie numérique. Merci.

THERESA SWINEHART :

Merci. Vous avez vraiment mis en exergue tout le spectre de l'expérience. Les citoyens ont besoin d'avoir accès à tout cela.

J'aimerais poser la question suivante à M. Mirzapour : quelles sont les stratégies qui sont déployées pour garantir une connectivité

significative en Iran, en particulier dans les régions rurales ou mal desservies ? Vous avez évoqué cela un peu plus tôt, mais j'aimerais que l'on se concentre sur ces régions rurales et mal desservies.

HOSSEIN MIRZAPOUR :

Il y a quatre ou cinq stratégies que je pourrais souligner. Dans un premier temps, par le biais de l'obligation de service universel, 7 % du PIB national doit être consacré aux zones rurales et mal desservies et cela a servi à renforcer la connectivité mobile, notamment dans toutes les régions d'un pays aussi vaste que le mien.

Puis, il y a une autre mesure qui a été prise. Auparavant, il n'y avait pas suffisamment d'investissements également pour les réseaux fixes. Désormais, il y a eu des investissements qui sont faits et il y a différents opérateurs qui cherchent à couvrir l'intégralité du territoire. Dans un premier temps, ils se sont penchés sur les villes, puis ils iront au-delà. Plus de 7 millions de foyers sont couverts et 20 millions le seront d'ici la fin de l'année prochaine.

Il y a un autre point qui a trait au secteur privé. Le marché a été réorganisé il y a plus de 10 ans. Il y a une autorité qui a été établie. Des entreprises publiques ont bénéficié de licences, mais le succès a été atteint grâce aux contributions du secteur privé et à des acteurs innovants.

Récemment, il y a un portail gouvernemental intelligent qui a été lancé et qui rassemble plus de 3 000 services connectés, 99 % des organes gouvernementaux sont connectés. Je pense à des formulaires de police, à des actes de naissance, à la délivrance de passeport, aux

permis de conduire. Ce portail numérique national a suscité un élan venant de tous les pans de la société qui demandaient à être mieux connectés. Merci beaucoup.

THERESA SWINEHART :

Il s'agit en effet de susciter cette demande et d'éveiller de l'intérêt.

J'aimerais poser la question suivante à son Excellence M. Boukar : quelles sont les étapes mises en place pour le Tchad pour développer son économie numérique et comment ces mesures peuvent renforcer l'inclusion numérique de par le pays ? Vous avez évoqué de nombreux exemples de défis, mais j'aimerais savoir quelles sont les mesures que vous prenez pour relever ces défis.

BOUKAR MICHEL :

Merci beaucoup.

Nous avons dans le cadre de l'inclusion numérique fait adopter deux grands axes. Il y a d'abord le cadre juridique et institutionnel sur le plan de la réglementation et la régulation. Nous avons défini la politique de développement des télécommunications, notamment la stratégie d'accès et les services universels de communication électronique. Nous avons tenu compte de [l'enfermement] juridique et technologique [du moment] une série de textes réglementaires qui a vu le jour de 2014 jusqu'à 2015. À tout le moment, nous avons adopté avec cela dans la vitesse de l'inclusion numérique.

Maintenant, s'agissant du plan infrastructurel, en matière d'infrastructures, vous savez que le Tchad est l'un des quatre ou les cinq

pays qui a une grande superficie. Cela fait à peu près 1,2 million de kilomètres carrés. La superficie est très grande et nécessite des investissements assez forts et assez importants pour arriver à [inaudible]. Le Tchad dispose d'une connectivité nationale et internationale par des infrastructures de transmission en fibre optique, satellites et faisceaux [inaudibles]. Actuellement, 92 % du trafic numérique tchadien passe sur les eaux marines et nous avons dans l'accompagnement de certains projets construit un backbone en fibre optique de plus de 2 884 kilomètres.

Collectivité internationale. Le Tchad est interconnecté par fibre optique au réseau large passante internationale via le Cameroun et le Soudan que j'avais évoqué tout à l'heure. Et compte tenu de la situation que traverse le Soudan, nous sommes tous conscients qu'on a des difficultés à pénétrer de ce côté.

Récemment, le Tchad est en train de finaliser la construction de son data center, la modernisation des infrastructures avec le maillage en fibre optique, construction de data center et renforcement des pylônes. Il faut les déployer un peu sur ce territoire assez vaste. Ce sont les chantiers actuels, la transformation numérique d'ici 2030 que nous pensons qu'avec l'accord des partenaires de la Banque de l'Union européenne accompagne le Tchad pour réaliser ses investissements.

J'ai quelque chose à ajouter. Vous savez que si on prend le mécanisme de développement durable qui a été mis en place, les ODD, tous les pays membres de l'ONU ont adopté cette stratégie en disant qu'il faut arriver à vaincre les ODD ; si on prend l'ODD, pas de pauvreté l'ODD, zéro faim, l'ODD, c'est l'accès à l'énergie jusqu'à l'innovation l'ODD 14, l'inclusion

numérique. Mais on se pose la question si on va arriver là. On ne pourra certainement pas. Et les pays qui sont faibles nécessitent un accompagnement de la communauté internationale. Le cas de mon pays, le Tchad, que je plaide ici, ce n'est pas le ministre des Affaires étrangères, mais en tout cas le ministre des Télécommunications qui voit son pays qui vient de sortir d'une transition très difficile et nécessite un accompagnement pour que nous ayons un accompagnement pour avoir l'accès à l'inclusion à tous les niveaux.

Je vous remercie. Merci.

THERESA SWINEHART :

Merci. Vous avez effectivement parlé du fait que les initiatives doivent être mondiales et régionales et que tous les pays doivent être impliqués, qu'il nous faut des partenariats. Oui, effectivement, je suis d'accord avec ce que vous avez dit. Il y a du pain sur la planche.

Dernière question et non pas des moindres à l'intention de M. Garcia Henao : la Colombie a travaillé à son programme de transformation numérique se concentrant sur l'éducation numérique. Pourriez-vous nous expliquer quelles sont les initiatives clés de votre gouvernement pour renforcer l'alphabétisation numérique et l'éducation dans votre pays ?

BELFOR FABIO GARCIA HENAO : L'éducation numérique a été fondamentale dans notre programme de gouvernement. Cette éducation numérique comprend tous les domaines : le niveau d'alphabétisation, le niveau de sensibilisation, la

programmation. Et nous avons même des programmes plus avancés, par exemple au niveau de l'intelligence artificielle. Ce sont des programmes d'avant-garde, et ce, parce que nous considérons que l'intelligence artificielle va être un outil de la société qui l'aide à se développer grâce à sa formation.

Mais dans notre plan de gouvernement, nous avons un élément qui est essentiel. En tant que gouvernement, nous nous rendons sur les différentes régions éloignées. Nous avons un territoire de 1 million de kilomètres carrés où nous avons des montagnes, des régions qui sont de difficile accès où il est difficile d'arriver avec la fibre. Nous croyons que ce programme doit être structuré autour des communautés technologiques. Ces sociétés ne peuvent pas être vues comme des sociétés qui n'ont pas eu de possibilités. Au contraire, nous avons besoin de former des communautés qui développent les technologies avec nous à travers le développement de ces communautés de technologies qui soient actives, qui agissent pour construire elles-mêmes ce processus, des communautés qui participent et qui génèrent la durabilité même des programmes du gouvernement. Cela va dans les deux sens. C'est pour cela que nous disons que nous travaillons avec la société, avec la population, avec les pêcheurs dans la région de Tumaco, avec des agriculteurs dans les montagnes des Andes.

La société doit s'impliquer aux différents programmes de notre gouvernement de sorte qu'ensemble et entre tous, nous puissions générer la solution et la réponse aux besoins de la région elle-même. Ces solutions doivent être appropriées aux besoins de ces personnes et ce le sera si ces personnes sont celles qui conçoivent ces solutions.

THERESA SWINEHART : Merci. Effectivement, les partenariats doivent nous aider à avancer tout ce travail.

Avant de passer aux interventions, je vais vous demander de partager avec nous quels sont les constats que vous pouvez partager avec nous à partir de ce qui a été partagé ici, quelles sont vos conclusions, et nous allons passer à la salle.

Je vais maintenant commencer par le sens inverse et je vais commencer par vous, M. Henao. Quelles seraient vos remarques, vos conclusions ? Qu'est-ce que vous reprenez à partir du dialogue à propos de ce qui peut être fait pour renforcer l'inclusion numérique ?

BELFOR FABIO GARCIA HENAO : Pour moi le principal et c'est ce que je retiens le plus est que la fracture numérique est une problématique commune à tous nos pays. Cela nous appelle à penser à l'échelle mondiale. Nous devons analyser comment nous avons pu avancer.

Lors de la présentation, on entendait parler du fait que la technologie nous permet de faire un saut quantitatif pour former les sociétés, pour les atteindre et pour transformer leur vie, c'est-à-dire que la technologie constitue la grande opportunité que nous avons dans ce 21^e siècle pour pouvoir accélérer le changement de notre société. Or, mon gouvernement insiste que la technologie doit impliquer les personnes, elle doit se développer avec les personnes et pour ces personnes.

THERESA SWINEHART : Merci. Les personnes au centre et l'aspect de la mondialisation sont essentiels.

Je vais passer maintenant à vous, M. Mirzapour.

HOSSEIN MIRZAPOUR : En fait, mes constats étaient les mêmes que vient de présenter le collègue. Je réfléchissais au pouvoir de la technologie et de la connectivité. Lorsque nous voyons le changement social, ne serait-ce dans des sociétés traditionnelles qui ont un taux d'adoption moindre, on ne peut pas s'empêcher de réfléchir à cela. Lorsque les personnes dans des régions éloignées sont connectées, on voit un taux d'alphabétisation qui augmente tout de suite. Il y a également d'autres effets secondaires qui sont positifs et de grand intérêt. Voilà ce que je voulais souligner. Merci.

THERESA SWINEHART : Merci beaucoup.

Brigadier Rahman.

KAZI MUSTAFIZUR RAHMAN : Merci. Je tiens à remercier tous les membres de ce panel. Je retiens énormément d'informations et leurs perspectives à propos de l'inclusion numérique sont très enrichissantes. Pour moi, la réduction de la fracture numérique requiert une grande infrastructure, comme le disait M. le ministre du Tchad, l'infrastructure et la connectivité. La

connectivité implique l'infrastructure. Pour connecter les personnes qui ne sont pas connectées ou qui sont éloignées, il nous faut une infrastructure. Par exemple, sur mon pays, on est un petit pays, mais on a plus de 98 % des personnes qui sont connectées à travers les systèmes de télécommunications. Cela était possible grâce à la couverture mobile. Et après la connectivité, il faut améliorer la qualité de la connectivité. Des personnes sont d'abord connectées et après, il faut voir quelle est la qualité de cette connexion qu'on leur donne.

Et je voudrais que l'on parle de l'alphabétisation numérique, l'alphabétisation au niveau de l'Internet. C'est fondamental. Dès qu'une personne est connectée, il faut la former et cette personne doit pouvoir obtenir cette alphabétisation numérique. Et cette alphabétisation a un impact immense sur l'avenir de la personne. Donc, si vous êtes intelligent et que vous savez utiliser l'intelligence artificielle, c'est une chose, mais si vous êtes connecté et quand vous ne savez pas l'utiliser, forcément les états ne seront pas les mêmes. Moi, j'ai la connectivité, mais je ne sais pas l'utiliser, alors, le résultat de mon travail ne sera probablement pas au même niveau de ceux qui savent utiliser toutes ces technologies. Voilà un peu le contexte de ce que je disais, voilà pourquoi je parlais dans l'importance de l'alphabétisation numérique. Merci.

THERESA SWINEHART : Effectivement, c'est une expérience complète. Dès qu'on est connecté, pour pouvoir utiliser ce qu'on peut utiliser, il faut des outils. Effectivement, il faut des connaissances. Merci.

Je vais maintenant passer à son Excellence M. Boukar. Quelles sont vos remarques à partir de ce que vous avez entendu ?

BOUKAR MICHEL :

J'ai suivi les interventions des uns des autres et je crois que l'expérience du Bangladesh, comme a conté le Général, m'a beaucoup impressionné avec la technologie, avec tout ce qu'ils ont fait.

Vous savez, madame, la Corée du Sud, vers les années 60, avait un PIB qui était moins par rapport à certains pays africains. La Corée du Sud, comme le Bangladesh, a adopté ses propres politiques. Et maintenant, comme disait Belfor, je crois, un grand scientifique, lorsqu'ils ont amorcé leur développement et avec l'apparition de l'inclusion numérique, ceci a connu un sursaut mondial.

Vous savez, je suis arrivé hier, certains membres du gouvernement me demandent [inaudible] rwandais, le thé rwandais. Si nous avons déjà un mariage au niveau africain, c'est comme Amazon, on peut commander le thé rwandais à partir du Tchad et on livre cela. Grâce à l'implication et à l'inclusion numérique, avec les étudiants à l'université, je l'ai dit de repenser à un système de l'économie circulaire à travers l'inclusion numérique, c'est-à-dire que vous produisiez, vous achetez, vous consommez et tout va se transformer en faisant cette économie circulaire. Et je pense que l'Afrique a besoin de cela ; l'Afrique a besoin d'être accompagnée et l'Afrique a besoin que nous allions un peu plus fort.

Le Rwanda que nous accueille ici, vers les années 90, c'était autre chose. Et grâce à son leadership du président, le Rwanda est devenu le centre.

C'est pourquoi les autres doivent emboîter le pas, mais avec des innovations, avec des idées innovantes. Et avec l'accompagnement et la construction des infrastructures, on pourra y arriver.

Moi, je pense que ce sont mes premières impressions. Mais je me dis aussi qu'à chaque fois quand on parle de l'Internet, on parle des infrastructures, on oublie l'aspect énergie. Cet aspect-là va de pair. Vous ne pouvez jamais développer l'Internet ni faire l'inclusion numérique sans associer l'énergie. Pendant que vous êtes en train de communiquer et que vous avez votre lampe est arrêté, il n'y a pas l'électricité, vous allez vous connecter comment ? Six millions de Tchadiens, des Africains n'ont pas accès à l'énergie. Six millions d'Africains. Comment faire ? Voilà un défi.

Donc, au niveau de l'ICANN, il faut que vous réfléchissiez à un modèle, à un concept qui va lier l'inclusion numérique avec l'énergie et là, cela va [inaudible] sur le développement. Merci.

THERESA SWINEHART :

Vos remarques par rapport à l'électricité et à la connectivité et le rapport entre les deux sont fondamentales. J'aime bien parler du modèle circulaire pour l'inclusion numérique. Et oui, l'électricité forcément doit en faire partie, comme vous dites.

Je vais maintenant passer à Bernadette Lewis. Mme Lewis, nous voudrions entendre vos remarques avant de passer à la salle.

BERNADETTE LEWIS :

Merci.

Je me dis que nous sommes des pays qui font partie d'une communauté mondiale. Nous devons encourager la mise en place de mécanismes qui nous permettent de collaborer de manière significative. Il nous faut des mécanismes qui encouragent l'augmentation de la collaboration. On pourrait faire énormément de choses pour l'Iran, pour le Bangladesh, pour le Tchad, pour tous. Il faut vraiment que nous nous y concentrons. Il faut penser aux mécanismes qui nous permettraient de collaborer d'une manière qui nous permette de nous entraîner.

Je suis tout à fait d'accord par rapport à l'électricité. On y a beaucoup réfléchi, une grande préoccupation à nous. On pense toujours à la technologie, mais la technologie sans énergie, elle ne sert à rien. Je pense aux dispositifs qui font l'infrastructure de la technologie. Et oui, on a beaucoup travaillé au développement de tout cela, mais il faut être créatif pour savoir comment acquérir la technologie, comme l'obtenir.

Voilà pourquoi j'appelle les différents pays à collaborer. Si on peut s'unir comme région, si on peut approcher la fourniture de technologies à travers des économies d'échelle, par exemple, on pourrait beaucoup mieux faire. Merci.

THERESA SWINEHART :

Merci. Cette discussion a été extrêmement enrichissante. J'ai pris énormément de notes.

Je vais maintenant permettre aux participants de la salle d'intervenir. Et il me semble que la première demande de prise de parole est celle de la Chine. Donc, je vais demander à ce que vous preniez la parole. Merci.

CHINE :

Merci beaucoup. Je suis le représentant de la Chine et je voudrais tout d'abord exprimer mon appréciation au gouvernement rwandais qui est notre hôte aujourd'hui. Je veux également remercier l'ICANN qui me permet de partager cette expérience de comblement du fossé numérique. Je vais pour continuer parler en chinois.

La Chine a toujours mis les personnes au centre de son développement d'Internet. Nous avons beaucoup travaillé pour améliorer l'inclusion de l'Internet à ce jour, nous avons créé plus de 3 millions de stations et 77 % des citoyens chinois utilisent Internet.

Pour ce qui est du comblement de la fracture numérique, nous avons cinq expériences et cinq leçons que nous avons apprises. Nous travaillons pour pouvoir fermer cette fracture numérique à travers le développement. Nous avons commencé à fournir ces services de télécommunications en 2014 depuis le gouvernement. Et depuis, la connectivité a commencé à passer d'un village à l'autre. Nous nous sommes beaucoup concentrés sur les inégalités entre le développement des différentes régions. Nous avons réduit le seuil d'accès pour se connecter à Internet et c'est grâce à cela que nous y sommes parvenus.

Troisièmement, nous avons travaillé à améliorer l'éducation ciblant différents groupes d'utilisateurs. En même temps, nous avons créé des contenus qui sont faciles à accéder pour les utilisateurs qui sont conviviaux et simples.

Pour ce qu'est de la réglementation, nous continuons à améliorer le cadre réglementaire et d'évaluation.

Cinquièmement, nous visons à renforcer la coopération internationale pour pouvoir résoudre les problématiques associées au partage de ressources Internet. À travers le renforcement de la coopération internationale, nous espérons que toute la population mondiale puisse bénéficier de l'Internet. La Chine s'est consacrée à la coopération et à l'amélioration générale et à la fourniture de la création davantage pour les utilisateurs de sorte que le développement puisse être harmonieux. Merci.

THERESA SWINEHART :

Merci.

Je vais demander au prochain intervenant de prendre la parole, M. Alan Davidson, secrétaire du Commerce et administrateur des communications et de l'information NTIA des États-Unis.

ALAN DAVIDSON :

Merci et merci aux membres de ce panel. C'était vraiment inspirant de vous entendre parler des cas de succès et de ce que vous êtes en train de faire pour répondre à ce besoin d'inclusion numérique. Je pense que la fracture numérique nous concerne tous.

Je voulais me concentrer notamment sur un aspect qui est le développement d'un Internet multilingue. Nous considérons que ceci est fondamental pour l'inclusion internationale et pour la connectivité universelle. Tout un chacun doit pouvoir accéder à une sphère

numérique qui soit diverse et inclusive et qui desserve ses besoins. Le multilinguisme sur Internet sera la passerelle pour pouvoir connecter le prochain milliard d'utilisateurs.

Pour pouvoir atteindre ces utilisateurs futurs, nous devons pouvoir garantir le multilinguisme au sein du système des noms de domaine, mais au-delà aussi. Sachant que plus de la moitié des noms de domaine mondiaux utilisent principalement l'anglais selon un calcul estimatif récent et que nous avons plus plusieurs milliers de langues au monde qui sont connectés à Internet, plus de 7 000, on voit qu'il n'y a qu'une dizaine de ces langues qui ont une véritable présence en ligne.

Les États-Unis soutiennent les efforts continus pour créer un Internet multilingue et l'une des initiatives principales à cet effet est celle de l'acceptation universelle. Plusieurs personnes en ont parlé ici aujourd'hui. L'acceptation universelle est une norme technique qui permet le fonctionnement des adresses e-mail et des adresses Internet en une écriture autre que le latin. Cela permet aux utilisateurs de s'exprimer et de naviguer sur Internet en leur propre langue. C'est la base qui permettra leur inclusion numérique.

La prochaine série de candidatures pour les nouveaux gTLD en 2026 permettra d'augmenter l'accès aux noms de domaine internationalisés et au DNS. Nous espérons que cela générera l'existence d'un écosystème Internet florissant et multilingue. Mais pour pouvoir maximiser l'impact de ces nouveaux gTLD, nous devons travailler à la sensibilisation et à la connaissance des utilisateurs qui peuvent mettre à profit ce système d'acceptation universelle à l'échelle mondiale. Il y a différentes initiatives en cours pour augmenter l'acceptation

universelle et promouvoir le multilinguisme de l'Internet tant au sein de l'ICANN que de l'UIT et cela inclut une période de consultation qui sera prochainement tenue au sein du groupe de travail du conseil de l'UIT consacré aux problématiques associées à la politique publique internationale pour l'Internet. Nous espérons que vous vous impliquez et je vous encourage tous, représentants de haut niveau, à y participer. C'est avec votre partenariat qu'on pourra faire de l'Internet un endroit plus inclusif. Merci.

THERESA SWINEHART : Nigeria.

KASHIFU INUWA ABDULLAHI : Dans un premier temps, j'aimerais remercier le gouvernement du Rwanda de l'organisation de cette réunion. Je suis par ailleurs très enthousiaste à l'écoute de ce débat. Je vois que l'on a mis l'accent sur la connectivité significative et l'alphabetisation numérique. C'était l'un de nos engagements au Nigeria. Dans un esprit d'innovation et de progrès, au Nigeria, nous avons mis sur les rails un projet de transformateur pour que nous puissions tous tirer parti de la connectivité afin d'avoir une meilleure prospérité. L'inclusion numérique est instrumentale pour cette connectivité.

Notre engagement, c'est de garantir que tous les citoyens puissent contribuer à l'économie numérique et puissent en tirer parti. Pour ce faire, il faut garantir que chaque citoyen ait accès à l'Internet, à une bonne connectivité, mais également à tous les dispositifs et les

technologies afférentes. Nous élaborons actuellement des systèmes d'intelligence artificielle poussés.

Aussi, il nous faut faire en sorte que chaque personne sur cette planète soit visible. Si ce n'est pas le cas, ces systèmes IA poussés ne les prendront pas en compte lorsque des décisions seront prises. Donc, il faut que chaque individu de cette planète soit visible sur le plan numérique.

Pour ce qui est de l'alphabétisation numérique, nous nous y engageons. Nous avons élaboré un cadre numérique pour l'alphabétisation numérique. Il y a des initiatives en la matière qui donnent la possibilité à chaque citoyen d'apprendre à utiliser des dispositifs, des logiciels. Nous donnons à tous les citoyens la possibilité d'avoir les compétences nécessaires pour naviguer sur l'Internet, de recueillir des informations et de pouvoir protéger ses données personnelles. Nous voulons armer nos citoyens des compétences nécessaires pour communiquer sur les plateformes numériques et pour y collaborer. Nous voulons également que nos citoyens aient la capacité de créer des contenus numériques.

La sécurité nous importe au plus haut point. Nous voulons faire en sorte que chaque Nigérian puisse naviguer sur l'Internet de façon responsable et sûre. Nous faisons également en sorte que chaque citoyen jouisse des conséquences de base pour réparer du matériel et des logiciels.

En conclusion, il faut que l'ICANN soit plus stratégique pour l'alphabétisation numérique. Il faut insister sur la connectivité, car

l'accès à l'Internet n'a pas des effets désirés s'il n'y a pas les connaissances nécessaires à l'utilisation de ces services. Merci.

THERESA SWINEHART :

Merci.

Prochaine intervention, M. Sun, Secrétaire d'État du ministère des Postes et des Télécommunications.

RAPID SUN :

Merci.

Bonjour Excellences, mesdames et messieurs les ministres, chef des délégations, mesdames et messieurs. Merci au gouvernement rwandais et à l'ICANN d'avoir hébergé cette réunion gouvernementale de haut niveau.

Le Cambodge a fait des progrès fulgurants en matière de connectivité Internet ces dernières années. Depuis janvier 2023, le nombre d'utilisateurs a dépassé 18,5 millions dans mon pays, plus que la population du Cambodge et jusqu'à 30 gigabits par utilisateur sont utilisés. Il y a plus de 20 millions d'utilisateurs de téléphones mobiles. Il y a 40 opérateurs qui couvrent 92,4 % du territoire.

L'Internet cambodgien est plus abordable et couvre mieux les zones urbaines. Mais en règle générale, c'est toujours assez limité. Donc, il faut renforcer les infrastructures numériques qui ne sont pas pour l'instant suffisantes. Les hôpitaux, les écoles et les administrations nationales ne sont pas toutes pleinement connectées.

Par ailleurs, nous n'avons pas pu numériser tous nos services. Le gouvernement du Cambodge a décidé de mettre sur les rails des politiques importantes comme un cadre politique pour la société et pour l'économie sur une période 2021-2035. Ce sont des cadres qui nous permettront de renforcer notre infrastructure numérique et pour générer de la confiance envers le numérique. Il s'agit également de fournir des services numériques aux citoyens, aux entreprises.

Enfin, il faudra accompagner la transformation numérique. Le gouvernement n'a pas ménagé ses efforts pour encourager la transformation numérique et la connectivité. Il y a notamment des câbles de fibre optique sous-marins qui viennent de Hong Kong. Ces câbles devraient être déposés d'ici 2025 et nous devrions pouvoir connecter tous les centres hospitaliers, les écoles, les administrations et les centres technologiques communautaires dont les lycées et les établissements d'éducation supérieure. Pour promouvoir l'inclusion numérique, le gouvernement fournit des contenus pédagogiques sur le plan local pour que les apprenants, les enseignants et les fonctionnaires puissent tous apprendre et pour que personne ne soit laissé sur la touche, et tout cela, en collaboration avec des opérateurs privés.

L'Internet change la façon dont nous vivons, dont nous étudions, dont nous travaillons. Il faut pouvoir mettre en place la transformation numérique. J'aimerais que l'on mette davantage l'accent sur la collaboration entre l'UIT et les Nations Unies, le modèle multipartite, les entités privées, le secteur universitaire, les gouvernements, la société civile, afin qu'il y ait une meilleure connectivité universelle afin

de susciter une transformation inclusive et durable dans les pays en voie de développement.

Enfin, l'adhésion du Cambodge à l'UIT donnera lieu à une table ronde nationale qui se tiendra en juillet 2024. Je vous invite tous à y participer.

THERESA SWINEHART : J'ai enfin une intervention de M. Gaskell du Royaume-Uni. M. Gaskell travaille au ministère de l'Innovation, de la Science et de la Technologie.

PAUL GASKELL : J'aimerais à nouveau remercier les contributeurs de leurs contributions fantastiques sur l'inclusion numérique.

L'Internet mondial a donné lieu à des avantages nombreux pour nos économies et nos citoyens. L'Internet est un outil essentiel qui alimente l'inclusion numérique et le développement numérique. La connectivité est au cœur de cet effort et nous voulons faire en sorte que la connectivité soit de nature internationale. Mais pour cela, il faut que cette connectivité soit bonne. Si les connexions sont mauvaises, s'il y a une mauvaise bande passante, la connectivité n'est pas suffisamment bonne.

Aussi, il nous faut une vision plus ambitieuse en matière de connectivité. Certains l'ont dit, l'inclusion numérique, c'est faciliter la communication en ligne, y compris par le biais de leur propre langue. Dès lors, le multilinguisme est essentiel.

Le Royaume-Uni s'est engagé en faveur de l'inclusion numérique. Nous venons d'instaurer une stratégie de développement numérique qui sous-tend nos efforts internationaux sur les questions de développement, notamment en amont de l'examen des ODD en 2030. Nos stratégies se fondent sur une collaboration multipartite visant à faire advenir une inclusion numérique et une meilleure connectivité.

L'inclusion numérique est, selon nous, déclinée en quatre points : la transformation numérique, l'inclusion numérique, la redevabilité numérique et la durabilité numérique. Si j'avais plus de temps, je pourrais davantage explorer ces quatre piliers.

J'aimerais enfin remercier l'ICANN de leurs efforts dans ce champ, notamment par le biais de la Coalition pour une Afrique numérique que nous évoquerons un peu plus tard. Je vais m'arrêter ici et je suis curieux d'écouter les contributions de mes autres collègues. Merci.

THERESA SWINEHART : Nous avons désormais l'Inde du ministère des Télécommunications et de la Technologie.

T. SANTHOSH : Au nom du gouvernement indien, je suis M. Santhosh.

À propos des technologies numériques, nous pouvons atteindre 70 % de nos objectifs en matière de développement durable grâce à cette technologie et c'est un véritable élan qui a été déclenché pendant la pandémie, notamment en 2020 et 2021. En la matière, le gouvernement indien continue à s'engager à la promotion de technologies pour la

croissance inclusive et sociale. Ces outils sont des vecteurs de croissance qui nous permettent de relever les défis qui résultent de notre environnement en mutation permanente.

L'Inde a mis sur les rails un grand projet de réseau rural, l'un des plus grands du monde, et nous avons réussi à connecter plus de 600 000 villages par le biais de cette infrastructure. C'est une infrastructure de connectivité à bande large et qui permet à tous les prestataires de services de fournir des solutions, notamment en matière de santé numérique, d'apprentissage numérique et de gouvernance numérique dans les zones rurales et inaccessibles. Ces régions éloignées, inaccessibles, montagneuses doivent être connectées, et c'est la raison pour laquelle l'Inde a mis en place des centres de service communs pour fournir des services gouvernementaux aux citoyens. Les citoyens de l'Inde devraient tous pouvoir accéder à ces services numériques et c'est ce sur quoi nous ciblons nos efforts.

Nous mettons également l'accent sur l'acceptation universelle, ce qui a déjà été évoqué par nombre de participants ici. L'Inde est un pays éminemment divers. Il y a toute une série de langues différentes. Nous avons 22 noms de domaine différents qui encouragent ainsi le multilinguisme, des noms de domaine de premier niveau. Nous avons également mené de tels efforts pour ce qui est des adresses électroniques. Nous essayons d'encourager la connectivité dans un environnement ouvert, sûr, résilient et redevable. Merci.

THERESA SWINEHART : Merci.

Notre dernière intervention est M. Crossley Tatui du ministère des Finances et de l'Infrastructure de Niue.

CROSSLEY TATUI :

Merci aux orateurs et aux orateurs. C'est un honneur pour moi de représenter Niue. Nous sommes une île inaccessible qui dépend d'un accès stable à l'Internet. Ces 10 dernières années, malgré des ressources limitées, Niue a réussi à se connecter par le biais de câbles sous-marins. Niue est donc connectée par le biais de ces câbles à la communauté Internet internationale. Cette interconnexion est un des plus grands projets d'infrastructure du pays. Et Niue fait désormais partie de la communauté internationale et cette infrastructure est absolument essentielle pour l'avenir de notre pays et pour son développement économique.

Au fil des 10 dernières années, les évolutions ont montré l'importance de la gestion efficace du nom de domaine de premier niveau, le .nu, de façon à bénéficier aux communautés locales et internationales. Le nom de domaine de premier niveau de Niue est considéré comme un actif national, et ce, depuis 24 ans.

Pour l'instant, le responsable de l'ICANN relatif aux gTLD n'a pas aidé à améliorer la gestion du .nu, il ne communique pas avec le gouvernement. Alors, notre gouvernement a également forgé un partenariat avec l'un des plus grands opérateurs de registre pour gérer le nom de domaine .nu à l'avenir. Le gouvernement de Niue se réjouit de collaborer avec la grande famille de l'ICANN afin que le nom de

domaine de premier niveau soit bien géré dans l'intérêt des communautés locales.

Au nom des citoyens de Niue, j'aimerais remercier le gouvernement rwandais et l'ICANN d'avoir organisé cet événement. Je souhaite à tout le monde une semaine remplie de discussions constructives. Merci.

THERESA SWINEHART :

Merci.

Cela dit, nous avons écouté toutes les prises de parole. Nous avons bouclé notre table ronde également. J'aimerais toutes et tous vous remercier. Vous avez évoqué votre expérience et je constate que la seule façon de faire émerger l'inclusion numérique, c'est d'avoir toutes les approches possibles : communautaires, énergétiques, infrastructures. C'est un véritable modèle circulaire et on ne peut rien omettre. Merci beaucoup pour cette discussion enrichissante et merci à tous de nous avoir rejoints pour garantir un meilleur Internet, pour une meilleure inclusion numérique. Merci.

BAHER ESMAT :

Merci à tous les orateurs et tous les participants. Nous allons désormais prendre une courte pause et nous nous retrouvons à 16 h 30. Merci.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]